

Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des agences, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des partenaires humanitaires

POINTS SAILLANTS

- Les rapports définitifs des opérations de recherche et de sauvetage récemment achevées mettent en évidence l'impact dévastateur du tremblement de terre.
- Au 3 septembre, près de 46 pour cent des familles touchées ont reçu une aide humanitaire.
- Dans un contexte de besoins urgents, les efforts d'intervention continuent à se heurter à des contraintes d'accès le long de la principale route d'approvisionnement (RN #2), qui permet d'acheminer l'aide vers les zones touchées par le séisme dans le sud.
- Malgré les défis, de solides efforts de réponse sont en cours dans les secteurs prioritaires de l'alimentation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la santé et des abris d'urgence.
- Les 30 et 31 août, le Premier ministre, le Dr Ariel Henry, a officiellement lancé le processus d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) avec le soutien du système des Nations Unies, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.
- L'UNICEF met en garde contre une résurgence potentielle des maladies d'origine hydrique dans le sud-ouest d'Haïti, où plus d'un demi-million d'enfants n'ont pas accès à des abris, à de l'eau potable et à des installations sanitaires.



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 15 Aug 2021 Sources: CNIGS Feedback: ocha.haiti.im@gmail.com | www.unocha.org www.reliefweb.int | www.reliefweb.int

800 000

personnes touchées

(Source: UN System in Haiti)

650 000

personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence

(Source: ONU en Haïti)

\$187,3M

de financement requis pour atteindre 500 000 personnes touchées par la crise

(Source: Haiti Earthquake Flash Appeal – Août 2021)

+ DE

2 200

morts, chiffre susceptible d'augmenter

(Source: DGPC)

329

personnes portées disparues

(Source: DGPC)

137 500

maisons détruites ou endommagées

(Source: DGPC)

APERCU DE LA SITUATION

Plus de trois semaines après le tremblement de terre dévastateur qui a frappé le sud-ouest d'Haïti, les opérations de recherche et de sauvetage dans les zones les plus durement touchées ont pris fin le 2 septembre. Les efforts se concentrent désormais sur les opérations de relèvement, alors que le pays cherche à se sortir d'une nouvelle crise. Au 4 septembre, les équipes de recherche et de sauvetage avaient extrait des dizaines de personnes disparues des décombres, dont 16 piégées dans un immeuble des Cayes et 24 évacuées de Pic Macaya. Le [rapport définitif](#) de la Direction générale de la protection civile (DGPC) indique que 329 personnes sont toujours portées disparues, tandis que 2 248 personnes ont été tuées - y compris dans le département du Nord-Ouest où 2 personnes sont décédées à Bassin Bleu - et 12 763 blessées à la suite du puissant séisme de magnitude 7,2 survenu le 14 août.



Photo credit: Matteo Minasi/OCHA Haiti

Depuis le séisme initial, la DGPC estime qu'il y a eu plus de 900 répliques, dont environ 400 de magnitude 3 ou plus sur l'échelle de Richter.

Les estimations préliminaires des dommages et des pertes économiques s'élèvent à au moins 1,5 milliard de dollars US, soit environ 10 pour cent du produit intérieur brut du pays. Plus de 60 établissements de santé ont été endommagés dans les départements les plus touchés (Grand'Anse, Nippes et Sud), tandis que plus de 1 060 bâtiments scolaires ont été endommagés, dont 171 complètement détruits, ce qui représente environ 16 pour cent de toutes les écoles de ces zones. La situation présente des défis supplémentaires pour les élèves et les enseignants, car la réouverture des écoles est prévue le 21 septembre dans tout le pays, et le 4 octobre dans les zones touchées par le tremblement de terre. Les maisons, les infrastructures et les moyens de subsistance dans les zones rurales, où vivent jusqu'à 80 pour cent de la population sinistrée, ont été beaucoup plus durement touchés que dans les centres urbains. La DGPC estime qu'en moyenne, cinq à sept fois plus de maisons ont été détruites dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Dans les trois départements les plus touchés, 83 770 maisons ont subi des dommages plus ou moins importants, tandis que 53 815 ont été complètement détruites. Au 3 septembre, la DGPC et l'OIM ont identifié au moins 26 245 personnes déplacées dans 65 sites de déplacement dans les trois départements les plus touchés, la majorité - plus de 70 pour cent - se trouvant dans 40 sites dans le département du Sud. Health and shelter remain the most urgent priorities of the humanitarian response. National authorities and humanitarian partners continue to scale up response efforts to get relief assistance to hard-to-reach areas all but completely cut off from outside access, ensuring that the most vulnerable are not left behind. However, ongoing access and security constraints continue to pose significant logistics and transportation challenges that hinder the efficiency of relief operations. As of 3 September, nearly 46 per cent - about 70,000 families - of those in need of assistance have received humanitarian aid.

Les affrontements entre gangs armés commencent à reprendre dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, obligeant à suspendre certains convois humanitaires alors que la situation sécuritaire le long de la route nationale n°2, une artère majeure reliant la capitale aux zones les plus touchées de la péninsule sud, continue de se détériorer. Il y a également eu des cas de pillage de matériel humanitaire par des bandes armées, ce qui a entraîné l'interruption des distributions aux personnes les plus démunies. Dans le même temps, l'augmentation des enlèvements reste préoccupante, en particulier à Port-au-Prince. Le 7 septembre, le gouvernement a mis en garde contre une recrudescence des enlèvements et d'autres crimes alors qu'il a promis de lutter contre les gangs. Deux patrons du crime ont rétorqué que toute répression entraînerait une violence accrue à l'encontre de la police dans un contexte déjà instable.

En pleine saison des ouragans, le risque de fortes pluies, d'inondations et de glissements de terrain, comme on a pu le constater deux jours après le séisme avec le passage de la dépression tropicale Grace, pourrait compliquer davantage les efforts de réponse et exposer une population déjà vulnérable à des risques supplémentaires. Bien que les cas de COVID-19 se soient tassés depuis plus d'un mois, les conditions sur le terrain sont propices à une épidémie, car des

milliers de personnes ont été déplacées, n'ont qu'un accès limité ou nul à l'eau potable et à l'assainissement et manquent d'équipements de protection individuelle appropriés.

L'UNICEF met en garde contre une résurgence potentielle des maladies d'origine hydrique dans le sud-ouest d'Haïti, où plus d'un demi-million d'enfants qui n'ont pas accès à un abri, à l'eau potable et à des installations sanitaires sont exposés à un risque croissant d'infections respiratoires aiguës, de maladies diarrhéiques, de paludisme et de choléra. Ce dernier n'a pas été détecté en Haïti depuis février 2019, après une épidémie de choléra de neuf ans, qui a débuté après le séisme de 2010, et qui a tué près de 10 000 personnes à travers le pays. Alors que près de 60 pour cent de la population sinistrée dans les trois départements les plus durement touchés n'ont plus accès à l'eau potable après le séisme, les risques sanitaires sont en hausse, le système de santé peinant à faire face aux retombées de la catastrophe.

Selon le [U-Report](#) de l'UNICEF, 72 pour cent des personnes dans les trois départements les plus touchés ont indiqué que les installations de santé près de chez eux ont été endommagées par le tremblement de terre, et au moins 60 pour cent ont répondu que les services de santé ont été interrompus en raison d'un manque de personnel, d'équipement et de fournitures médicales et de structures de santé effondrées ou endommagées. L'UNICEF et les directions départementales de la santé ont déployé 24 équipes mobiles au cours de la semaine dernière pour assurer l'accès aux soins de santé de base, tandis que 28 tentes ont été installées pour maintenir l'accès aux services de santé dans les installations qui ont été endommagées ou détruites.

À la suite du séisme, les interventions en matière de santé et de protection doivent garantir l'accès aux services essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS) ainsi que contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Les évaluations préliminaires rapides sur le genre ont mis en évidence une augmentation des incidents et des risques de VSBG, car les points de rassemblement abritant les personnes déplacées manquent d'électricité, de douches et de toilettes, ainsi que d'infrastructures sanitaires adéquates, tandis que les centres de santé et les hôpitaux fournissant des services aux victimes de VSBG dans les zones touchées ont été gravement endommagés. La prise en compte de la dimension de genre est essentielle pour garantir un effort de réponse responsable, bien ciblé, transparent et sensible au genre, qui réponde aux besoins différenciés des groupes les plus vulnérables.

Les efforts coordonnés se poursuivent en vue de la mise en place, à l'échelle du système, de mécanismes de retour d'informations collectives de la part des communautés et de mécanismes de plainte tenant compte de la dimension de genre, qui traitent correctement les cas potentiels d'exploitation et d'abus sexuels. Une ligne téléphonique de l'ONU " Tolérance zéro " (3702-6516) et une adresse électronique (Report-UN-Haiti@un.org) ont déjà été activées, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour les harmoniser avec d'autres initiatives et canaux, en veillant à ce que tous les acteurs utilisent des procédures opérationnelles standard similaires, assurent un suivi approprié et ferment systématiquement la boucle de rétroaction avec les communautés affectées.

Au niveau global, régional et national, des efforts coordonnés sont en cours pour la réactivation du groupe de travail interagences Communication avec les communautés/Responsabilité envers les personnes affectées (CwC/AAP) afin de le positionner stratégiquement comme un élément clé de l'architecture de la réponse humanitaire. Cet ensemble d'actions minimales non seulement démontre en pratique nos engagements et notre responsabilité envers une action humanitaire fondée sur des principes et responsable, mais indique également le respect de la dignité des personnes affectées. Par ailleurs, il reste des lacunes importantes dans l'intégration de mesures supplémentaires dans les protocoles de réponse pour répondre aux besoins des 3 500 personnes handicapées touchées par la crise.

Alors que les efforts de réponse nationaux passent progressivement aux opérations de relèvement, il est reconnu que les efforts de réponse doivent continuer à compléter et à renforcer la réponse menée par les autorités nationales et les acteurs de longue date sur le terrain, notamment les organisations non gouvernementales (ONG) locales, les organisations de la société civile (OSC) et les organisations de femmes. Une réponse qui valorise la localisation et la responsabilité nécessite un engagement local significatif et l'instauration d'un climat de confiance par le biais d'un dialogue transparent et continu avec les communautés touchées, notamment les femmes, les jeunes et les personnes âgées, ainsi que les chefs religieux et un large éventail d'acteurs locaux. Il faut maintenir des conversations ouvertes sur les interventions humanitaires, en fournissant dans un langage clair et simple des informations importantes sur les projets - telles que les objectifs, les dates de début et de fin, les limites opérationnelles et les critères de sélection - accompagnées d'une écoute active des recommandations et de réponses rapides aux préoccupations des personnes touchées.

COORDINATION GÉNÉRALE

Le Gouvernement continue de faire preuve d'un leadership fort dans les efforts d'intervention, notamment par l'intermédiaire de la DGPC et des ministères et institutions concernés. Les autorités, tant au niveau national que départemental, continuent de bénéficier du soutien de l'équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes des Nations unies (UNDAC) et de l'équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST). Au niveau régional, des réunions régulières du Groupe des partenaires de développement des Caraïbes (CDGP) et du Groupe régional sur les risques, les urgences et les catastrophes pour l'Amérique latine et les Caraïbes (REDLAC) sont organisées pour partager des informations sur les évaluations, identifier et combler les lacunes opérationnelles et sensibiliser les donateurs.



Photo credit: Christian Cricboom/OCHA Haiti

Les autorités nationales font également preuve d'un leadership fort en ce qui concerne le lancement quasi immédiat du processus de redressement post-séisme. Les 30 et 31 août, au cours d'un atelier de deux jours organisé par le ministère de la Planification et de la Coopération externe en collaboration avec le PNUD, le Premier ministre, le Dr Ariel Henry, a officiellement lancé le processus d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) avec le soutien du système des Nations unies, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Des équipes techniques ont été formées pour entreprendre une évaluation sectorielle détaillée dans 11 secteurs majeurs : logement, santé, éducation, WASH, électricité, transport, agriculture, tourisme, culture et commerce. Des questions transversales essentielles ont été identifiées, à savoir le genre, le CAC/AAP, la gouvernance, l'emploi et les moyens de subsistance, l'environnement et la réduction des risques de catastrophe.

Par ailleurs, une évaluation de l'impact humain sera menée dans le cadre de l'évaluation plus large et, en mettant l'accent sur les conditions de vie, l'égalité des sexes, la protection et l'inclusion sociales, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Elle examinera comment le tremblement de terre a exacerbé la situation socio-économique déjà difficile des familles haïtiennes. Ce travail servira de base au plan de redressement qui s'ensuivra et qui s'appuiera sur les leçons tirées des catastrophes passées, plus particulièrement le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Matthew en 2016, en capitalisant sur l'expertise et le leadership nationaux.

Le Coordinateur humanitaire/Résident des Nations Unies, le chef du bureau d'OCHA Haïti et les chefs des agences des Nations Unies effectuent actuellement une mission sur le terrain dans les zones affectées afin d'identifier les sites pour l'établissement et le renforcement de la présence des Nations Unies afin de continuer à fournir à la DGPC un soutien de coordination pour gérer efficacement le nombre croissant de partenaires internationaux et nationaux participant aux efforts de reconstruction et de réhabilitation. Selon la plateforme en ligne Who does What, Where (3W) d'OCHA, dans les 3 départements les plus touchés, 141 acteurs mènent des activités de réponse à travers 12 secteurs dans 46 communes, dont 76 organisations dans la Grand'Anse, 45 dans les Nippes, et 92 dans le département du Sud. Parmi ces organisations, 47 sont des ONG et OSC nationales.

Comme certains secteurs ont identifié des pénuries de personnel d'intervention, le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) coordonne le déploiement de plus de 100 Volontaires des Nations Unies nationaux pour soutenir les efforts d'intervention humanitaire de l'ONU en Haïti. Tous les profils de volontaires sont disponibles dans les viviers de talents nationaux et internationaux du programme VNU, allant des gestionnaires de l'information, des responsables de la communication et des évaluateurs de vulnérabilité aux assistants de terrain, sages-femmes et spécialistes de la nutrition, entre autres. Le programme VNU soutient les agences des Nations Unies à chaque étape du recrutement et peut déployer des volontaires dans un délai de 7 à 20 jours. Le recrutement direct de candidats pré-identifiés par les agences des Nations Unies est possible. Pour plus d'informations, contactez le programme VNU à unvrolac@unv.org ou consultez : <https://www.unv.org/publications/un-volunteers-haitian-humanitarian-response>.

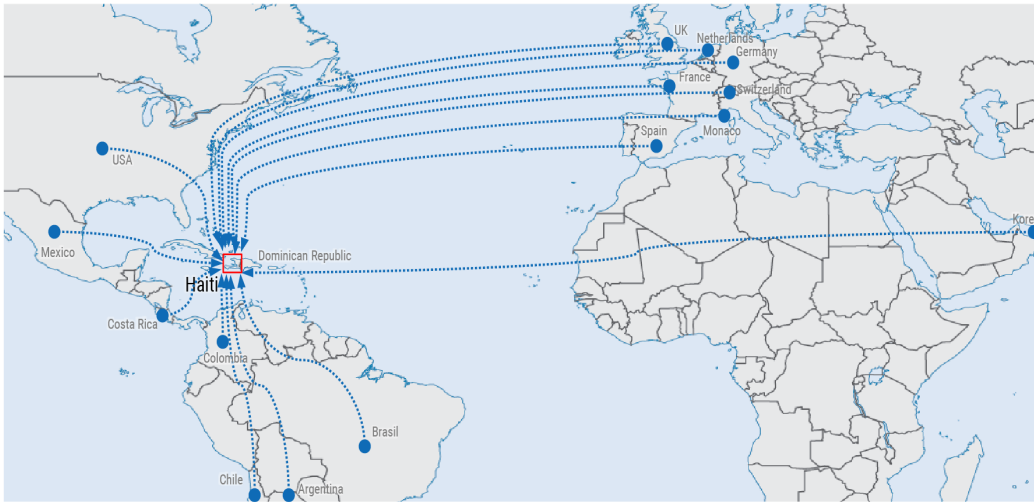
FINANCEMENT

Le 25 août, les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires ont lancé un appel éclair de 187,3 millions de dollars pour venir en aide à 500 000 personnes parmi les plus vulnérables touchées par le séisme, d'août 2021 à février 2022. Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a déjà contribué à hauteur de 8 millions de dollars pour fournir une assistance vitale dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des abris, de la protection, de la logistique et de la sécurité alimentaire. En outre, plusieurs agences, fonds et programmes des Nations unies (AFP) ont réorienté des fonds internes initialement destinés à d'autres crises, lançant leurs propres appels de fonds afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour la réponse au tremblement de terre. Au fur et à mesure que les évaluations progressent, il devient de plus en plus évident que l'ampleur des déplacements et des besoins, en plus des vulnérabilités préexistantes, dépasse les capacités financières actuelles des partenaires humanitaires sur le terrain. En tant que tel, un financement supplémentaire important est nécessaire pour combler les besoins essentiels de la réponse par des interventions ciblées basées sur l'évaluation des besoins, des partenariats renforcés avec les ONG locales et les OSC, et pour renforcer les capacités logistiques et de sécurité dans le but d'améliorer l'accès humanitaire et de s'assurer que l'aide atteigne plus rapidement ceux qui en ont besoin. Les partenaires humanitaires continuent de sensibiliser les bailleurs de fonds à la gravité de la situation en Haïti et aux conséquences de l'incapacité à répondre aux besoins nouveaux et existants, en les appelant à accroître leur soutien.

Le départ des capacités militaires des États-Unis d'Haïti signifie que les efforts en matière de logistique et de transport menés par le gouvernement et les partenaires humanitaires doivent être renforcés afin de garantir que l'aide continue d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin. Malgré la détérioration de la situation sécuritaire, le PAM continue de fournir à la communauté humanitaire un soutien essentiel en matière de transport terrestre, aérien et maritime et est prêt à intensifier ces efforts. Cependant, le PAM, qui était déjà confronté à des déficits de financement avant le séisme pour maintenir les opérations du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) jusqu'à la fin de 2021, a maintenant besoin d'un financement urgent de 2,5 millions de dollars pour continuer à fournir aux partenaires humanitaires un soutien critique en matière de logistique et de transport, d'autant plus que la livraison de l'aide humanitaire dépend de plus en plus de l'utilisation du transport aérien compte tenu des besoins et des difficultés d'accès dans certaines zones difficiles à atteindre.

Outre les lacunes identifiées dans la réponse au tremblement de terre, l'escalade de la violence des gangs a provoqué le déplacement interne de 19 000 personnes dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, dont 15 500 depuis le seul mois de juin 2021. Le gouvernement et le système des Nations Unies en Haïti ont mis en place un plan de relocalisation pour garantir une réponse multisectorielle à la crise de déplacement en cours. Continuer à cibler exclusivement la population touchée par le tremblement de terre risque non seulement d'accroître les tensions sociales et les risques sécuritaires, mais aussi de nuire à l'efficacité des efforts de redressement et de stabilité à plus long terme en Haïti. Cependant, même après que les agences aient réaffecté des fonds pour l'effort de relocalisation, le plan est confronté à un manque de financement de 2,2 millions de dollars empêchant la relocalisation d'environ 1 166 familles ayant des besoins humanitaires graves non satisfaits, dont beaucoup sont des personnes handicapées initialement déplacées par le tremblement de terre de 2010. Des efforts coordonnés sont en cours pour soumettre des demandes supplémentaires de financement du CERF afin de répondre aux besoins de ces personnes déplacées.

Bilateral Aid (as of 31 August)



FLASH APPEAL KEY FIGURES	
PEOPLE AFFECTED	PEOPLE IN NEED
800k	650k
PEOPLE TARGETED	REQUIREMENTS (US\$)
500k	187,3M
FINANCIAL AID	
US DOLLARS	86.9M
CCRIF-SPC ¹	US \$40.0M
United States of America (USA)	US \$32.0M
Central Emergency Funds (CERF)	US \$8.0M
European Union (EU)	US \$3.5M
United Kingdom (UK)	US \$1.4M
Korea	US \$1.0M
Others	US \$1.0M

USAR Teams	7	Helicopters	24	Emergency Medical Teams (EMT)	6	Multisector relief comm.	105MT²
Ships	12	Planes	8	Fix-wing aircraft	7	Operational support	2

ARGENTINA	COSTA RICA	GERMANY	NETHERLANDS	UNITED STATES OF AMERICA
Health fixed base (20 days) 1	Helicopters 3	USAR team 1	Ship 1	USAR team 1
Health services (10 specialists)	Fix-wing aircraft 4	EMT 2	Helicopter 1	Ships 6
Hospital damage assessment 1	DOMINICAN REPUBLIC	FRANCE	SPAIN	Helicopters 16
Medical equipment and medicines	Ships 3	USAR team 1	Multisector relief commodities 27MT	Planes 8
BRAZIL	Helicopters 2	Ship 1	Water purification unit 1	Blankets 2.5k
Multipurpose USAR team 1	Fix-wing aircraft 1	Helicopter 1	SWITZERLAND	Food 830MT
• Health mobile services	Food 60MT	Health 2MT	USAR team 1	Hygiene kits 5.0k
• Structural damage assistance	Aeromedical evacuations and transfer of personnel	ICT/Telecoms 1	UNITED KINGDOM	Jerry cans 2.0k
• Safe water support	Medicines and medical supplies	Multisector relief commodities 13MT	USAR team 1	Multisector relief commodities 9MT
CHILE	EUROPEAN UNION	Operational support team 1	Ship 1	Operational support team 1
Multisector relief commodities 16MT	Communication modules 2	WASH Relief team 30MT	Helicopter 1	Plastic sheets 2.5k
COLOMBIA	EMT 2	MEXICO	EMT assessment team 1	Shelter repair kits 2.4k
USAR team 1	Water purification unit 1	EMT 1	Multisector relief commodities 20MT	
		Fix-wing aircraft 2		
		Multisector relief commodities 20MT		

The data presented here shows all the resources that have been provided to date. However, some USAR Teams, EMT and Military assets were already demobilized. ¹CCRIF SPC: Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility Segregated Portfolio Company ²MT: Met ric Tones

The boundaries and names shown, and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Creation date: 31 August 2021 Sources: USAID Sitrep #8, ReliefWeb, OCHA/UNDAC team Feedback: hti_eq_2021@humanitarianresponse.info | www.unocha.org | www.reliefweb.int

RÉPONSE HUMANITAIRE

Éducation

Besoins :

- Réhabilitation des écoles, notamment pour WASH, fourniture de kits scolaires, de bureaux et de mobilier scolaires, de kits d'hygiène, de classes de rattrapage, d'un soutien psychosocial adapté pour les filles et les garçons à l'école et d'espaces d'apprentissage temporaires sécurisés.
- Fourniture de kits de prévention et d'hygiène COVID-19 pour protéger la santé des enfants et de leurs familles.

100 000
enfants et enseignants affectés par les infrastructures scolaires endommagées et détruites

- Améliorer la collecte de données désagrégées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.

Réponse :

- L'UNICEF, le PAM, l'UNOPS et la Banque mondiale travaillent ensemble pour réaliser des évaluations afin d'estimer les besoins pour la reconstruction des écoles endommagées par le tremblement de terre.

Lacunes et contraintes :

- Manque important de financement des partenaires de l'éducation pour soutenir les activités de réponse et priorité limitée du secteur de l'éducation dans les efforts de mobilisation des ressources.

Sécurité alimentaire

Besoins :

- 300 000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire dans les zones touchées. Le PAM aidait déjà 146 500 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le cadre de son action en cours avant le tremblement de terre, notamment par le biais d'une assistance en nature et en espèces, et vise maintenant à couvrir 148 000 personnes supplémentaires touchées par le tremblement de terre.

Réponse :

- À ce jour, le PAM et ses partenaires ont aidé 98 655 personnes par le biais d'une assistance alimentaire en nature dans les trois départements touchés, dont 54 934 repas chauds livrés aux personnes affectées dans les hôpitaux et les abris temporaires. Le PAM s'associe désormais à World Central Kitchen pour intensifier ses livraisons de repas chauds.
- Cette semaine, le PAM, en collaboration avec ses partenaires de sécurité alimentaire ACTED, Remodel, Allianza et Caritas, prévoit de venir en aide à 35 000 personnes supplémentaires dans 6 communes des départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud.
- Depuis le séisme du 14 août, le PAM a livré 871 tonnes de nourriture et fourni près de 300 000 dollars d'aide en espèces dans les trois départements les plus touchés.
- Le PAM élabore actuellement un programme de relèvement précoce axé sur des initiatives de type " argent contre travail " pour soutenir les populations vulnérables dans les zones reculées et inaccessibles, dans le but de promouvoir un relèvement rapide et précoce et la restauration de la production alimentaire locale.
- Au 3 septembre, ADRA a distribué 1 000 kits alimentaires aux personnes affectées aux Cayes, à Camp-Perrin et à Saint-Louis-du-Sud dans le département du Sud.
- La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), avec l'appui technique et financier de la FAO et du PAM, ainsi que de l'Unité d'Appui Global (USG) de la Classification Intégrée de la Phase de Sécurité Alimentaire (IPC), a organisé du 1er au 3 septembre un atelier de classification IPC pour les 4 départements du sud d'Haïti affectés par le séisme et la Dépression Tropicale Grace. Une note de communication est en cours de finalisation et sera partagée avec tous les partenaires durant la deuxième semaine de septembre.

98 600
personnes ont reçu une
aide alimentaire en
nature du PAM et de ses
partenaires

Lacunes et contraintes :

- La sûreté et la sécurité restent des défis opérationnels importants, avec des pillages réguliers de stocks d'aide humanitaire et un manque de personnels de sécurité sur le terrain. Alors que les besoins augmentent parmi les populations les plus vulnérables, des attroupements de personnes exaspérées dont les besoins ne sont pas satisfaits continuent de se rassembler dans les centres de distribution, affaiblissant la capacité du PAM et de ses partenaires à acheminer l'aide de manière sûre et efficace.
- Les convois escortés ont repris entre Port-au-Prince et Les Cayes. Des accords ont été conclus au niveau interagences pour équilibrer le nombre de produits alimentaires et non alimentaires par convoi. Comme les partenaires d'Abri/NFI dépendent en grande partie de la mise en place de la distribution du PAM, toute interruption de l'approvisionnement alimentaire peut affecter l'effort global de réponse.



Besoins :

- Assurer la restauration des services de santé primaire, le soutien psychosocial du personnel de santé et de la population en général, ainsi que les évaluations structurelles des établissements de santé.
- Assurer la continuité des services VIH pour les personnes vivant avec le VIH et les autres populations vulnérables, tout en veillant à ce que leurs besoins essentiels soient satisfaits de manière appropriée et en temps utile.
- Veiller à ce que l'intégration des services de VIH dans la SSR soit maintenue.
- Évaluer l'impact du séisme sur le programme national de lutte contre le VIH et les besoins associés, afin de garantir la continuité de services efficaces en matière de VIH.

24

équipes médicales mobiles déployées par l'UNICEF et les directions départementales de la santé dans les zones touchées par le séisme

Réponse :

- Une évaluation structurelle de l'hôpital Saint-Antoine dans la Grand'Anse - réalisée par des ingénieurs en structure de l'Initiative SAFE/SMART de l'OPS et de la Direction de l'organisation des services de santé (DOSS)/MSPP - a conclu que les dommages structurels (fissures) du bâtiment peuvent être réparés, confirmant que l'établissement peut être utilisé sans aucun risque pour la sécurité. Les évaluations dans le département du Sud sont en cours, et les résultats seront partagés lorsqu'ils seront disponibles.
- La Direction nationale du Programme élargi de vaccination, avec l'appui de l'OPS/OMS, prépare un plan de vaccination pour les départements touchés, axé sur la COVID-19 et la rougeole.
- La surveillance syndromique de la COVID-19, du choléra et du paludisme dans les points de regroupement est mise en œuvre par la Direction de l'épidémiologie, des laboratoires et de la recherche (DELR) avec l'appui de l'OPS/OMS dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes.
- L'OPS/OMS déploie des équipes composées de 11 experts techniques (gestion des données, logistique, épidémiologie, infirmiers labo-moto (2), WASH, sages-femmes, psychologues et services de santé) dans les trois départements les plus touchés pour soutenir les activités de coordination et de réponse.
- Dans le cadre d'un effort conjoint, la Direction de la santé du département Sud, l'ONUSIDA et l'OPS/OMS ont réalisé une évaluation dans 4 établissements de santé sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence.
- L'OPS/OMS, en collaboration avec l'UNFPA, réalisera des évaluations des services mère-enfant dans les établissements de santé des communes d'Anse d'Hainault et de Corail dans le département de la Grand'Anse.
- Save the Children a distribué 173 kits WASH et 51 kits bébé aux Cayes, à Camp-Perrin, à Torbeck/Ducis et à Chantal, a déployé des unités médicales d'urgence à Grand'Anse et à Nippes et procède à une évaluation des établissements de santé de soins primaires.
- Save the Children s'emploie à renforcer la formation du personnel de santé sur les protocoles nationaux de prise en charge des enfants et la poursuite des efforts de vaccination.
- L'ONUSIDA apporte un soutien fourni aux membres du Forum de la société civile pour évaluer l'impact du séisme sur les personnes vivant avec le VIH et d'autres groupes de population clés, ainsi que leurs besoins urgents.
- Les 4 et 5 septembre, l'UNFPA a reçu plusieurs kits de santé reproductive interinstitutions, dont : 8 kits pour soutenir l'accouchement d'environ 10 000 personnes, 8 pour la gestion clinique du viol, 8 pour le traitement des maladies sexuellement transmissibles, 8 pour réparer les déchirures vaginales et cervicales ainsi que 8 kits supplémentaires qui comprennent des fournitures et des équipements pour les accouchements au niveau institutionnel qui pourraient couvrir 30 000 personnes. Ces kits seront distribués aux établissements de santé des départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse la semaine prochaine.
- La Direction de la santé du Sud (DSS-MSPP départemental) et Médicos del Mundo Argentina achèvent une évaluation des dommages afin d'informer la sélection des centres de santé et des cliniques à réhabiliter. Les équipes de Clinica Móvil continuent de se rendre dans les sections communales du département du Sud pour fournir des soins médicaux aux points de rassemblement, détecter et référer les cas graves et livrer des kits d'hygiène aux familles.
- L'UNICEF et les trois directions départementales de la santé ont déployé 24 équipes sanitaires mobiles durant la semaine du 30 août dans les trois départements les plus touchés afin d'assurer la proximité des soins primaires avec la population affectée. L'UNICEF se procure également des fournitures de laboratoire et de radiographie pour soutenir les trois hôpitaux départementaux qui fournissent des soins spécialisés aux victimes du tremblement de terre.
- USAID/BHA a livré des kits médicaux d'urgence pour couvrir environ 20 000 personnes pendant trois mois, qui seront distribués par l'OPS/OMS.

- Depuis le 14 août, la Croix-Rouge haïtienne et ses partenaires transportent des patients blessés et des fournitures de premiers soins. Quelque 146 blessés ont été transportés de l'aéroport vers différents hôpitaux de Port-au-Prince.
- La Croix-Rouge haïtienne se prépare à établir un hôpital de campagne de 50 lits dans le département du Sud équipé d'une salle d'opération, d'une machine à rayons X, de matériel médical et de médicaments essentiels.

Lacunes et contraintes :

- En raison de la stigmatisation et de la discrimination, les personnes vivant avec le VIH et d'autres populations clés rencontrent des difficultés pour accéder à l'aide médicale d'urgence.

Nutrition

Besoins :

- Selon les premières estimations du secteur de la nutrition, 33 908 femmes enceintes et allaitantes et 167 118 enfants de moins de 5 ans, dont 62 730 enfants de moins de 2 ans (18 771 ayant moins de 6 mois), sont à risque et nécessitent des interventions nutritionnelles urgentes dans les zones touchées par le séisme.
- Formation d'agents communautaires fonctionnels (ASCP) pour fournir un soutien et des conseils en matière de nutrition aux mères/responsables de nourrissons et de jeunes enfants.
- Formation d'agents de santé pour apporter un soutien nutritionnel aux enfants non allaités, y compris la remise au sein et l'utilisation de substituts du lait maternel en dernier recours.
- Mise en place d'espaces pour fournir des conseils qualifiés en matière d'allaitement et de zones séparées pour soutenir les enfants non allaités, en se concentrant sur les enfants de 6 à 11 mois.
- Supplémentation nutritionnelle pour prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois.
- Procéder à l'identification, à l'orientation et au traitement des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë et présentant un risque élevé de mortalité.
- Acheter des fournitures essentielles, notamment des préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi pour les nourrissons non allaités de moins de 6 mois, du lait à ultra-haute température (UHT) pour les nourrissons non allaités de 6 à 11 mois, des compléments nutritionnels à base de lipides (Plumpy'Doz), des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) et les articles associés nécessaires (tentes, gobelets, cuillères, etc.).

201 000

femmes enceintes et allaitantes (33 908) et enfants de moins de 5 ans (167 118) ayant besoin de traitements nutritionnels urgents

Réponse :

- Le Ministère de la Santé et de la Population (MSPP) dirige le processus d'évaluation des besoins pour le secteur de la nutrition. La méthodologie et les questionnaires ont été examinés et approuvés par le responsable de la nutrition, en tenant compte des commentaires fournis par les partenaires du secteur. L'UNICEF a fourni un appui technique pour traduire le questionnaire d'enquête en créole. Un total de quatre communes par département (12 communes au total) seront incluses dans l'évaluation.
- Pour l'évaluation du secteur de la nutrition, trois équipes sont formées à l'utilisation de questionnaires et de méthodes de collecte de données qualitatives, notamment les discussions de groupe et l'observation. L'UNICEF fournira un soutien technique et financier en collaboration avec l'OMS, l'AVSI et l'ACF pour effectuer la collecte des données, l'analyse et l'établissement des rapports.
- L'UNICEF a élaboré une première analyse de la situation nutritionnelle sur la base des données secondaires disponibles avant le séisme et des facteurs liés à la situation d'urgence qui affectent l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et allaitantes), en soulignant les risques auxquels ils sont confrontés et les actions de réponse nutritionnelle nécessaires.
- L'UNICEF a déployé 24 cliniques mobiles intégrées de santé et de nutrition dans les zones touchées pour effectuer des évaluations nutritionnelles des enfants de moins de 5 ans afin d'identifier les cas de malnutrition aiguë et de les orienter vers des soins adéquats.
- L'UNICEF a déployé un expert pour soutenir le secteur sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, principalement l'allaitement maternel et le soutien aux nourrissons non allaités. Cette personne sera déployée pendant six semaines à partir du 6 septembre pour soutenir la gestion de l'information dans le secteur de la nutrition. Un responsable de la gestion de l'information a également été mobilisé par le biais du Cluster Nutrition mondial, qui devrait être déployé pour six semaines dès que possible.
- L'UNICEF a commandé 1 000 cartons de Plumpy'Doz pour apporter un complément aux enfants de 6 à 23 mois. En outre, l'achat de fournitures essentielles, notamment des préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi pour les

nourrissons non allaités (0-5 mois) ainsi que 4 200 packs de lait UHT d'un demi-litre pour les nourrissons non allaités de 6-11 mois, est en cours.

Lacunes et contraintes :

- Un financement est nécessaire de toute urgence pour permettre aux partenaires du secteur de la nutrition de mettre en œuvre une réponse nutritionnelle initiale axée sur la prévention de la malnutrition par le biais d'un soutien et de conseils sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et la supplémentation nutritionnelle.
- La violence des gangs à Martissant pourrait entraîner des retards dans le transport de la capitale vers les zones sinistrées.
- Dons potentiels de substituts du lait maternel et distribution non ciblée aux nourrissons et jeunes enfants touchés par le tremblement de terre, les exposant à un risque de malnutrition, de maladie et de décès.

Protection

Besoins :

- L'Initiative citoyenne pour les droits de l'homme (ICDH) rapporte que le remplacement des documents d'état civil perdus et le soutien à la réhabilitation des bureaux de l'administration civile endommagés sont nécessaires dans les trois départements touchés.
- Des activités psychosociales doivent être développées pour soutenir la santé mentale des enfants. De plus, un soutien est nécessaire pour les intervenants afin de les aider à identifier les enfants à haut risque d'abus, de négligence, d'exploitation et/ou de violence et à les orienter en temps utile vers les services appropriés.
- Le soutien apporté aux parties prenantes nationales et aux mécanismes de coordination doit être renforcé. Tous les chefs de file et co-chefs de file des secteurs et sous-groupes concentrent leurs efforts sur la résolution de ce problème en déployant du personnel temporaire et en accélérant les recrutements.

3 500
personnes vivant avec un handicap ont été touchées dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes

Réponse :

- Avec le soutien de l'Institut du bien-être social et de la recherche (IBESR) et de ses partenaires d'exécution (CFRAPS dans le département du Sud, CARE et ICDH dans la Grand'Anse et la Fondation Zanmi Timoun dans les Nippes), l'UNICEF a commencé à fournir une assistance parallèlement aux évaluations sur les enfants affectés. Par ailleurs, ils ont identifié les besoins des enfants blessés et ceux placés dans des centres de détention, ce qui a suivi la distribution de repas chauds aux bénéficiaires.
- L'UNICEF et ses partenaires ont apporté un soutien psychosocial aux adultes et aux enfants de 14 familles récemment réunies. Ils ont sensibilisé les personnes concernées aux risques de séparation familiale et de trafic d'enfants. 40 des 56 familles évacuées du département du Sud ont reçu une assistance.
- L'UNICEF a déployé un responsable de la protection de l'enfance sur le terrain afin de soutenir la personne actuellement chargée de renforcer la coordination avec l'IBESR et le Groupe de travail pour la protection des enfants dans le département du Sud (GTPE).
- Les psychologues de l'OIM dans le département du Sud effectuent des évaluations sur le terrain pour identifier et soutenir les groupes les plus vulnérables, en intensifiant le déploiement des équipes de protection dans les départements des Nippes et de la Grand'Anse.
- Les équipes de protection de l'OIM ont mené une évaluation psychosociale auprès des personnes âgées au Foyer Saint-Étienne.
- Terre des Hommes a reçu des tentes de l'OIM pour l'aide à l'hébergement qui sera fournie aux familles vulnérables dans les départements du Sud et de la Grand'Anse.

Lacunes et contraintes :

- Le secteur de la Protection souffre d'une pénurie de personnel disponible pour le déploiement sur le terrain. Le sous-effectif actuel entrave considérablement les efforts de coordination globale avec les partenaires et la liaison entre le COUN et le COUD. Des recrutements pour un déploiement dans chacun des trois départements qui amélioreraient la capacité d'analyse, de réponse et de plaidoyer sont en cours mais sont actuellement limités en raison de contraintes financières.

- L'AVSI fait état d'un manque de partenaires dans certains départements, notamment aux Cayes pour la protection des enfants, et d'un manque de fonds pour appuyer l'IBESR dans la recherche de mineurs non accompagnés et pour mettre en œuvre des activités d'appui à la protection.

26 200

personnes identifiées
dans 65 sites de
déplacement à travers
les départements du
Sud, de la Grand'Anse et
des Nippes

Abris/Coordination et Gestion des Camps

Besoins :

- Des évaluations des dommages causés aux logements doivent être effectuées pour permettre aux familles qui s'abritent actuellement à l'extérieur de regagner rapidement leurs maisons endommagées mais non détruites.
- Des solutions d'hébergement d'urgence et des articles ménagers essentiels sont nécessaires de toute urgence.
- Le Gouvernement a demandé que des bâches soient distribuées à la population touchée, ajoutant que les tentes ne doivent être utilisées que pour les hôpitaux.
- Des bâches en plastique, des couvertures, des bâches, des poubelles, de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des kits d'hygiène sont nécessaires dans les abris temporaires.
- Améliorer la collecte de données désagrégées par sexe, âge et vulnérabilité pour faciliter une réponse adaptée.
- Faciliter le ramassage des débris dans les maisons privées grâce à des programmes de travail contre rémunération pour permettre aux gens de retourner dans leur communauté.

Réponse :

- 26 200 personnes (40 sites dans le département du Sud, 15 dans les Nippes et 10 dans la Grand'Anse). Les derniers rapports de DTM seront disponibles à l'adresse suivante : OIM-DTM Haïti.
- Au 4 septembre, l'OIM a distribué des kits Shelter/NFI, comprenant notamment des bâches et des kits de fixation, à environ 10 000 familles (environ 50 000 personnes) à travers 42 distributions, dont 24 dans le département du Sud, 10 dans les Nippes et 8 dans la Grand'Anse.
- En tenant compte des distributions d'abris/NFI déjà réalisées et planifiées, les partenaires du secteur distribueront environ 114 000 NFI, y compris des kits NFI, d'ici le 15 septembre.
- L'OIM codirige le groupe de travail Abris/NFI/CCCM d'Haïti en soutien au gouvernement, plus précisément à la DGPC et à l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP), par le biais d'orientations techniques et stratégiques pour les partenaires des abris et d'un soutien à la coordination.
- Par le biais du NFI Pipeline, divers articles ont déjà été achetés pour plusieurs partenaires et des distributions ont été effectuées, principalement dans la Grand'Anse. Des demandes supplémentaires sont en cours de traitement. L'OIM, avec la DGPC, dirige le NFI Pipeline afin de faciliter la gestion des partenaires en matière d'abris/NFI pour une réponse coordonnée dans les trois départements les plus touchés.
- L'OIM a facilité le déploiement de 12 ingénieurs du ministère des Transports publics et des Télécommunications (MTPTC). À ce jour, 734 évaluations rapides de bâtiments critiques ont été réalisées par les ingénieurs déployés dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse.
- Au 3 septembre, ADRA a distribué 700 kits d'abris aux personnes affectées aux Cayes, à Camp-Perrin et à Saint-Louis-du-Sud.
- La Croix-Rouge haïtienne a fourni des kits familiaux à 2 134 familles dans les départements du Sud et des Nippes.

Lacunes et contraintes :

- Dans les zones rurales, certaines familles construisent des abris de fortune directement sur le sol et dépourvus de toute fondation ou plate-forme, ce qui les rend vulnérables aux effondrements dus aux vents violents et aux fortes pluies.

Eau, Assainissement et Hygiène

Besoins :

- Les déplacements à grande échelle et les mauvaises conditions de vie avec un accès restreint à des services WASH sûrs restent des préoccupations importantes, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les premières évaluations rapides qui ont suivi le tremblement de terre ont fait état de 56 systèmes d'approvisionnement en eau fortement endommagés et de plus de 1 800 légèrement ou modérément endommagés, ce qui a entraîné une interruption du service d'approvisionnement en eau et accru le besoin d'eau potable pour la population la plus touchée.
- Pour les personnes se trouvant dans des sites de relogement temporaire et celles dont les latrines se sont effondrées, l'accès aux installations sanitaires et aux fournitures d'hygiène essentielles reste un défi, ce qui augmente les risques de défécation en plein air et de contamination fécale.
- Les besoins immédiats comprennent la fourniture d'eau potable, de latrines et de kits d'hygiène essentiels aux populations sinistrées. Par ailleurs, une mise à niveau des capacités de stockage de l'eau, la construction/réhabilitation d'installations sanitaires et la mise à disposition d'installations pour le lavage des mains et de produits d'hygiène essentielle, notamment du savon, restent des priorités clés.

250 000

personnes ont bénéficié de la distribution de près de 2 millions de litres d'eau potable

Réponse :

- L'UNICEF a soutenu la Direction nationale de l'eau et de l'assainissement (DINEPA) dans la coordination de l'intervention avec les donateurs sectoriels et les partenaires d'exécution à tous les niveaux administratifs pour garantir l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires, aux produits d'hygiène et à la promotion de l'hygiène pour les familles touchées, en utilisant la plateforme de suivi WASH gouvernementale existante.
- Pour accélérer les évaluations rapides, l'UNICEF a apporté un soutien financier à la DINEPA pour 58 techniciens municipaux de l'eau et de l'assainissement gravement touchés par le séisme.
- L'UNICEF et ses partenaires ont fourni quatre unités de traitement de l'eau et des réservoirs à la DINEPA et ont facilité le transport des fournitures vers le département du Sud.
- Avec le soutien de l'UNICEF, 5 598 kits d'hygiène ont été distribués, dont 2 300 prépositionnés, 41 rouleaux de bâche, 15 réservoirs et du chlore. L'UNICEF a acheté des articles supplémentaires, dont trois unités de traitement de l'eau, 41 réservoirs, des bâches et 31 200 kits d'hygiène qui couvriront 156 000 personnes touchées supplémentaires.
- Au 4 septembre, la coordination sectorielle dirigée par la DINEPA est pleinement fonctionnelle au niveau national et dans les trois départements touchés, impliquant les donateurs du secteur et 18 ONG WASH dans les trois départements.
- Un total de 11 unités de traitement de l'eau et 51 vessies d'une capacité de stockage totale de 415 000 litres ont été installées. Au 4 septembre, plus de 1 972 386 litres d'eau potable ont été distribués, touchant plus de 250 000 personnes affectées.
- L'UNICEF a collaboré avec l'Initiative pour le développement de la jeunesse (IDEJEN) pour produire des latrines mobiles, en tenant compte des besoins spécifiques des personnes handicapées et en aidant la DINEPA à réparer ses huit camions aspirateurs qui permettront de vider les latrines sur les sites de déplacement temporaire.
- Deux unités de purification d'eau fournies par la Croix-Rouge haïtienne ont été installées à Azile, dans le département des Nippes, fournissant 48 000 litres d'eau toutes les 48 heures.

Lacunes et contraintes :

- L'accès à l'assainissement reste limité dans les sites de déplacement. Les camions aspirateurs de l'Office régional de l'eau potable et de l'assainissement (OREPA Sud et Ouest) ne sont actuellement pas opérationnels.
- Des lacunes de financement existent dans les efforts visant à soutenir la DINEPA sur la réparation initiale des systèmes d'approvisionnement en eau légèrement ou modérément endommagés.
- Coût élevé du transport de l'eau par camion sur de longues distances jusqu'aux stations de traitement de l'eau et aux réservoirs souples, insuffisance des approvisionnements et coûts élevés de location des camions-citernes.

Logistique

Réponse :

- Le secteur de la Logistique facilite l'accès à la flotte du PAM qui transporte l'aide de Port-au-Prince aux Cayes. À ce jour, 39 partenaires humanitaires ont rejoint ce mécanisme de coordination. À ce jour, 18 convois de 36 partenaires composés de 213 véhicules ont transporté l'aide humanitaire vers Les Cayes.
- La coordination nationale de la réponse à Port-au-Prince est maintenant passée à des mécanismes de coordination plus intersectoriels sur le terrain. Le PAM, en collaboration avec les autorités départementales et la DGPC, codirigera les efforts de coordination du Secteur logistique aux Cayes et à Jérémie.
- Le Secteur logistique continue d'offrir des services de gestion et de coordination de l'information reliant les humanitaires à une stratégie commune sur les défis logistiques d'Haïti. Le Secteur de la logistique met à disposition des partenaires humanitaires une carte interactive actualisée des contraintes d'accès.
- Compte tenu des nombreux risques liés au transport et à la sécurité, le PAM travaille sur des modalités d'approvisionnement alternatives, notamment de petites installations de transbordement et une capacité de transport maritime accrue, en fournissant une deuxième barge plus grande pour desservir les zones côtières en soutien aux partenaires humanitaires. Le PAM augmente actuellement sa capacité de transport maritime afin d'accroître l'approvisionnement en cargaisons de secours à Miragoane, Jérémie et Les Cayes ainsi que dans les villages côtiers isolés.
- Le PAM continue d'organiser des convois humanitaires quotidiens vers les départements de la Grand'Anse et du Sud, tous sécurisés et escortés par la Police nationale.
- Conformément aux évaluations sectorielles des besoins, le Secteur de la logistique donne actuellement la priorité aux articles d'abri, suivis des mouvements de cargaisons alimentaires.
- Au 1er septembre, la Force opérationnelle interarmées américaine (JTF)-Haïti a effectué 661 missions, portant assistance à 477 personnes et transportant près de 574 000 points de matériel de secours.

18

convois humanitaires de 36 partenaires ont apporté une aide humanitaire vitale aux Cayes

Lacunes et contraintes :

- Les restrictions à la sécurité des déplacements et les blocages routiers causés par les activités criminelles et le contrôle des principaux itinéraires entre Port-au-Prince et les zones touchées continuent de perturber le transport des marchandises de secours, avec le risque d'entraver l'accès au sud-ouest du pays.

Télécommunications d'urgence

Réponse :

- Des spécialistes des télécommunications d'urgence de plusieurs agences et ONG se sont déployés dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre pour installer une tour VHF et une connexion Internet dans les centres d'opérations du gouvernement, les installations de l'ONU, les complexes des ONG et les maisons d'hôtes afin que les travailleurs humanitaires aient accès à la connectivité et à des communications sécurisées. En outre, un réseau Push To Talk (PTT) est en train d'être mis en place par le PAM pour s'assurer que le personnel dispose d'un système de communication fiable lorsqu'il se déploie dans les zones les plus reculées.
- Une carte de connectivité en cas de catastrophe, une initiative conjointe de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Emergency Telecommunications Cluster (ETC) avec le soutien de la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), continue d'être régulièrement mise à jour pour mettre en évidence l'état actuel du réseau de télécommunications en Haïti.
- Le Global ETC travaille avec REACH, Internews et OCHA pour identifier d'éventuelles évaluations conjointes, en veillant à intégrer les questions sur la connectivité, l'accès à la radio et les systèmes d'alerte précoce.
- Télécoms Sans Frontières (TSF) a installé une connectivité satellitaire à large bande au centre de coordination humanitaire mis en place aux Cayes. L'équipe TSF fournit également un soutien en matière de télécommunications aux opérations d'évaluation de l'UNDAC menées à Jérémie et aux Cayes.
- Les Croix-Rouge finlandaise et autrichienne ont envoyé deux experts en télécommunications en Haïti afin d'aider à sécuriser les connexions télécoms pour faciliter les opérations d'aide.

Responsabilité à l'égard des personnes touchées (AAP) et Communication avec les Communautés

Réponse :

- Une coordination avec les autorités désignées est menée par l'équipe OCHA/UNDAC sur le terrain afin de réactiver le groupe de travail CAC national (GT CAC) et de le positionner stratégiquement comme un élément clé de l'architecture et de la réponse humanitaires.
- Des capacités dédiées sont déployées pour soutenir la coordination à moyen terme du GT CAC. Une capacité inter-agences mondiale est déployée pour soutenir à court terme.
- Le réseau mondial Communicating with Disaster Affected Communities (CDAC) a activé les réunions ad hoc d'Haïti au niveau mondial et engage un expert local pour soutenir les réseaux locaux et s'intégrer dans le avec le GT CAC.
- La ligne téléphonique de l'ONU Tolérance zéro (3702-6516) et l'adresse électronique Report-UN-Haiti@un.org activées pour les plaintes liées à la PEAS. Veuillez contacter OCHA Haïti pour obtenir du matériel de sensibilisation à la CAC et inclure ces canaux de communication dans les informations fournies aux communautés.

LIENS UTILES

- Flash Appeal/Appel / Appel Éclair – Tremblement de terre en Haïti (août 2021): <https://bit.ly/3yiSswg>
- UN Business Guide: <https://bit.ly/3yhH0RM>
- ReliefWeb – 2021 Haiti Earthquake (Appeals and Response Plans, Latest Updates, Maps and Infographics): <https://bit.ly/3zlpY6x>
- Page web de la DGPC: <https://bit.ly/3jpHtxf>
- Page HumanitarianResponse.info pour Haïti: <https://bit.ly/3gx0M5U>
- IMPACCT (Bulletin on Customs, Immigration and Quarantine Procedures): EN/FR
- Connection Business initiative (CBi) – 2021 Haiti Earthquake: <https://bit.ly/2UOrKhF>
- Secteur WASH: <https://bit.ly/3DIlm2y>
- Secteurs Shelter/CCCM: <https://bit.ly/2XM9Z3t>
- Secteur Logistique: <https://bit.ly/38aY4yc>
- Carte sur la présence opérationnelle: <https://bit.ly/3kKlIm>

Pour accéder aux outils et aux ressources permettant de renforcer la communication, l'engagement communautaire et la responsabilité dans le cadre de la l'intervention humanitaire, consultez le **portail de ressources CDAC pour Haïti**: <https://bit.ly/2Wqgk3Q>

Contact :

Delphine Vakunta, OCHA Haïti: vakunta@un.org; Téléphone /WhatsApp: +509 37 02 5790

Pour plus d'informations, veuillez consulter www.unocha.org // www.reliefweb.int // <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti>